



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la Coordination
et du Soutien Interministériels**

**ARRÊTÉ PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE du 22 JAN. 2026
pris en application des articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement à l'encontre de
la société SAS CANAMETAL de régulariser la situation administrative de ses activités
exploitées Rue Blaise Pascal, Z.I. Saint Liguair, à Niort.**

Le préfet des Deux-Sèvres,
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-7, L. 171-8, L.171-11, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu le décret n° 2020-559 du 12 mai 2000 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n°2017-1595 du 21 novembre 2017 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n°2007-374 modifié du 30 juillet 2025 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du Président de la République en date du 18 octobre 2023 portant nomination de Monsieur Patrick VAUTIER, en qualité de sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

Vu le décret du Président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de Préfet des Deux-Sèvres ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 (Travail mécanique des métaux et alliages) de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 (Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 3295 du 17 février 2000 relatif à l'exploitation d'une unité de travail des métaux comportant une activité de peinture au trempé sur la Z.I. de Saint Liguair, rue Blaise pascal à Niort, par la société CANAM ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2025 portant délégation de signature à monsieur Patrick VAUTIER, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

Vu la prise d'acte n° A6411 du 20 octobre 2022 relatif au changement d'exploitant au nom de la société SAS CANAMETAL ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 30 décembre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à la société SAS CANAMETAL conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

Vu la réponse de l'exploitant en date du 12 janvier indiquant n'avoir aucune observation à formuler ;

Considérant que suite à la parution du décret n° 2017-1595 du 21 novembre 2017 susvisé, la rubrique 2560 de la nomenclature relative au travail mécanique des métaux a été modifiée pour intégrer le régime de l'enregistrement ;

Considérant que suite à la parution du décret n° 2020-559 du 12 mai 2020 susvisé, la rubrique 2940 de la nomenclature relative à l'application de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit... sur support quelconque a été modifiée pour intégrer le régime de l'enregistrement ;

Considérant que suite à la visite d'inspection du 21 avril 2022, la société SAS CANAMETAL a transmis par courrier du 11 août 2022, le nouveau tableau de classement applicable à ses installations afin de solliciter le bénéfice d'antériorité des droits acquis pour l'ensemble des activités présentes ;

Considérant que l'exploitant a notamment précisé dans son courrier du 11 août 2022 que suite aux évolutions d'activités de son site :

- que l'activité de travail mécanique des métaux initialement soumise au régime de l'autorisation avec une puissance maximum installée de 1030 kW est désormais soumise au régime de la déclaration avec contrôle périodique pour une puissance de 597,6 kW ;
- que l'activité d'application de peinture à base de liquides par un procédé au trempé relevant de la sous-rubrique 2940-1 au titre de la nomenclature sous le régime de l'autorisation avec une quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre de 29 400 litres n'était plus exercée sur le site ;
- que l'activité d'application de peinture faite par tout procédé autre que le trempé relevant de la sous-rubrique 2940-2 de la nomenclature, qui était soumise au régime de la déclaration pour une quantité maximale de produits susceptibles d'être mise en œuvre dans l'installation de 52 kg/j, est désormais soumise à enregistrement avec une quantité de 180 kg/j ;

Considérant que, suite à l'analyse des éléments transmis par l'exploitant, la préfecture a demandé à l'exploitant par courrier du 20 octobre 2022 de régulariser la situation administrative de l'établissement en déposant un nouveau dossier d'enregistrement conforme aux dispositions des articles R.512-46-1 et suivants du code de l'environnement dans un délai de 3 mois ;

Considérant que, suite à plusieurs relances, l'exploitant a transmis à l'inspection par courriel du 24 février 2025, la version projet de la demande d'enregistrement qui ne comprenait que le formulaire CERFA sans les pièces justificatives imposées par les articles R.512-46-1 et suivants du code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant a précisé lors de la visite d'inspection du 9 octobre 2025, avoir mandaté un bureau d'étude pour la réalisation du dossier de demande d'enregistrement ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 9 octobre 2025, il a été constaté que la fosse utilisée pour l'activité d'application de peinture par trempé régulièrement soumise à autorisation au titre de la sous-rubrique 2940-1 a été condamnée et que l'exploitant n'a pas réalisé de dossier de cessation d'activité, ni d'analyse des sols autour de la zone concernée ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure la société SAS CANAMETAL de régulariser la situation administrative du site ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 – Régularisation de situation administrative

La société SAS CANAMETAL, exploitant une installation de travail des métaux et de peinture par pulvérisation située rue Blaise Pascal, Z.I. Saint Liguier sur la commune de Niort (79000) est mise en demeure de régulariser sa situation administrative :

- par le dépôt d'un dossier d'enregistrement pour régulariser son activité d'application de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé au titre de la sous-rubrique 2940-2 de la nomenclature des installations classées, conformément aux articles R.512-46-1 et suivants du code de l'environnement, complet et recevable ;
- par le dépôt d'un dossier de cessation d'activité partielle pour régulariser l'arrêt de son activité d'application de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. lorsque les produits mis en œuvre sont à base de liquide et lorsque l'application est faite par un procédé au trempé au titre de la sous-rubrique 2940-1 de la nomenclature des installations classées, conformément aux articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement, complet et recevable.

L'exploitant dispose d'un délai de douze mois pour transmettre à la préfecture le dossier de demande d'enregistrement et le dossier de cessation partielle d'activité.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 - Sanctions

S'il n'a pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, ou si la demande d'enregistrement est rejetée, il sera ordonné à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L.171-7 du Code de l'environnement, la fermeture ou la suppression des installations et ouvrages, la cessation

définitive des travaux, opérations ou activités, et la remise des lieux dans un état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le code de l'environnement.

Les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du même code peuvent être appliquées pour l'accomplissement effectif de la fermeture/suppression et de la remise en état du site

Article 3 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers (15 rue Blossac- BP 541 86020 Poitiers cedex) ou sur l'application informatique « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr) , dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 - Publication

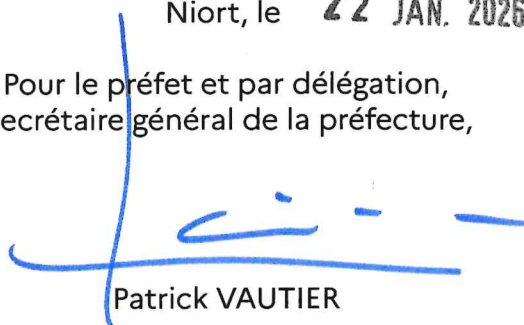
Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Deux-Sèvres pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SAS CANAMETAL et à la mairie de la commune de Niort.

Niort, le **22 JAN. 2026**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,



Patrick VAUTIER